

Le mouvement canadien pour la paix, 1920-1980
The Canadian peace movement, 1920-1980
El movimiento canadiense por la paz 1920-1980

Rose Csicsai

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034559ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034559ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Csicsai, R. (1984). Le mouvement canadien pour la paix, 1920-1980. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 43-51. <https://doi.org/10.7202/1034559ar>

Résumé de l'article

Cette histoire du Mouvement canadien pour la paix passe en revue les principales influences socio-politiques qui ont fait émerger l'activité pacifiste. L'étude des origines et des buts des groupes pacifistes canadiens est résumée et divisée en quatre périodes : après la Première Guerre mondiale, après la Deuxième Guerre mondiale, après 1963 et la fin des années 70. Cette étude conclut sur la proposition que le mouvement pacifiste canadien illustre le développement d'une nouvelle conscience collective, c'est-à-dire un processus de politisation dans lequel les citoyens sont amenés à s'impliquer dans les prises de décisions politiques.

Le mouvement canadien pour la paix, 1920-1980

R. Csicsai

Les années 1983-1984 marquent une étape importante dans l'histoire du mouvement canadien pour la paix. Les initiatives de paix de Trudeau ont offert indirectement une légitimité au mouvement pacifiste. Les propositions gouvernementales pour la création d'un Institut canadien pour la paix et la sécurité ont attiré l'attention de nombreux membres du mouvement pour la paix et la *Peace Petition Caravan Campaign* a encouragé la participation concertée de tous les groupes pacifistes. En 30 ans, le Canada est passé de la répression de toute activité pacifiste des années 50 à l'acceptation du besoin d'exprimer une opposition sociale et politique à l'utilisation d'armes nucléaires, associé au désir de trouver des alternatives au règlement des conflits internationaux.

Décrivant le mouvement pacifiste américain du début du siècle,

Whitney affirme que le mouvement pour la paix a commencé à s'organiser au moment des guerres napoléoniennes (1928 :9). Même si certains avant cette époque avaient parlé de paix, ils n'avaient pas été largement suivis. La Société londonienne pour la paix, par exemple, vit le jour en 1815. C'est la plus ancienne des sociétés pacifistes qui ait manifesté contre le principe de la guerre (*Ibid.* :12). En 1816, trois sociétés pacifistes existaient aux États-Unis. En Suisse, la Société genevoise pour la paix, deuxième société pacifiste créée en Europe, fut fondée en 1830 par le comte de Sellen, membre du Conseil supérieur de Genève (*Ibid.* :13). Au Canada, un premier rassemblement pacifiste s'est tenu à Ottawa du 1^{er} au 6 octobre 1925 (*Ibid.* :177). Il fut organisé par la Société américaine pour la paix, tout comme ses 24 conférences tenues entre 1889

et 1927. Ces conférences portaient le nom de Conférence interparlementaire pour l'arbitrage international et avaient pour but de nommer des délégués qui devaient rapporter aux gouvernements de leurs pays des préoccupations pacifistes. Les conférences se tenaient dans diverses villes d'Europe et d'Amérique du Nord, et Ottawa fut le site choisi en 1925.

À travers l'histoire du Canada, il y a eu des composantes de la population qui ont exprimé une opposition à « toute guerre en vogue à ce moment » (Moffat, 1982 :2). Cette opposition s'exprimait habituellement dans des situations particulières. Plutôt que d'émettre une opposition générale à la guerre ou de suggérer des alternatives aux actions militaires, l'opposition s'organisait dans le cadre de débats spécifiques.

L'opposition des Canadiens

44 français à la guerre est probablement la mieux connue. La plupart d'entre eux étaient peu disposés à participer aux guerres britanniques hors du Canada (*Ibid.* :3). Ils exprimaient leur opposition en résistant à la conscription.

Amenant avec eux leur Société des amis, les Quakers arrivèrent au Canada à la fin des années 1700. Leurs doctrines pacifistes furent reconnues par le gouvernement canadien au prix d'impôts spéciaux. Ils obtinrent l'exemption militaire contre le paiement de taxes. Ceux qui refusaient de payer ces taxes, pensant qu'elles serviraient à financer la guerre, eurent leurs biens confisqués ou furent condamnés à de courtes peines de prison. Les Mennonites furent traités de la même manière.

Alors qu'au cours de son histoire, le Canada connaissait une opposition à la guerre d'une part de sa population, les sociétés et les groupes ayant comme préoccupation principale des sentiments anti-guerre devinrent de plus en plus importants durant les années 30. L'histoire du mouvement pour la paix au Canada débute avec la tendance qui apparaît après la Première Guerre mondiale de remettre en cause la guerre comme moyen de résoudre les disputes internationales. Les écrits de Tolstoï, Russell, Huxley et Thoreau et l'activisme de Gandhi eurent des répercussions internationales, stimulant des prises de position antiguerre

un peu partout à travers le monde.

Comme sociologues, nous concevons le mouvement pacifiste comme un mouvement social. Les mouvements sociaux sont des groupes qui agissent et manifestent avec une certaine continuité pour un changement du modèle d'organisation sociale et institutionnelle existant. Ces groupes sont unis par « des buts plus ou moins définis » (Fairchild, 1970 :286). Ils peuvent être aussi plus ou moins organisés. Les mouvements sociaux émergent depuis l'intérieur d'un contexte social de problèmes qui les concernent et auxquels ils s'adressent. Ils sont formés de personnes qui « se sentent tirées ou poussées par un but, une action, une ambition, une dévotion, une frustration ou un besoin » (Cantril, 1941 :30).

Dans *A History of the Peace Movement in Canada*, Gary Moffat a compilé une masse d'informations au sujet des personnes et des organisations qui ont pris part à ce mouvement social. Plusieurs questions ressortent de ce livre. Pourquoi les gens se sont-ils impliqués ? Que se passait-il sur le plan international qui ait pu accélérer cette implication ? Comment les organisations ont-elles été mises sur pied ? Que tentaient d'accomplir les membres de ces organisations ? En réponse à ces questions, cette étude examine :

- le contexte socio-politique qui a influencé et accéléré le militantisme social dans le mouvement pacifiste ;
- les activités organisées par les groupes ;
- les buts poursuivis par ces groupes.

Les éditions Black Rose Books de Montréal ont publié un certain nombre d'articles extraits de la revue *Our Generation*. Ce livre a été édité en 1983 par Dimitrios Roussopoulos et s'intitule *Our Generation Against Nuclear War*. Il contient plusieurs articles intéressants concernant le mouvement

pour la paix. Dans « Les politiques du mouvement pacifiste », Roussopoulos met en évidence les influences qui ont fait changer ce qu'il appelle des aspirations pacifistes répandues, en une impressionnante force politique (1983 :436). Les activités politiques, les actions militaires, le développement d'une nouvelle technologie de l'armement, la prolifération de la technologie nucléaire et le traité d'interdiction des essais nucléaires atmosphériques de 1963 sont tour à tour cités comme influençant l'ascension et le déclin du mouvement pacifiste au Canada. D'après la suggestion de Roussopoulos, cette étude subdivise l'histoire du mouvement pour la paix au Canada en quatre périodes : la première période suit la Première Guerre mondiale ; la deuxième suit la Deuxième Guerre mondiale ; la troisième commence en 1963 et se termine avec la fin de la guerre du Viêt-nam en 1975 ; et la dernière période commence dans le milieu des années 70.



L'après- Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale s'est résorbée par le sacrifice de nombreuses vies humaines. L'utilisation d'avions et de bombes ainsi que d'armes chimiques avait bouleversé l'humanité. Aldous Huxley, l'un des nombreux écrivains qui ont exprimé le nouveau sentiment, a

acquis sa popularité à cette époque. Ce nouveau sentiment qui prenait racine dans le christianisme fut appelé pacifisme ou non-violence. Il déniait les vieux mythes qui entouraient la guerre. Il rejetait la croyance que la guerre est une loi de la nature, un processus de sélection naturelle, une école de vertu, ou le seul moyen de résoudre un conflit. Il proclamait que l'homme n'a pas nécessairement besoin d'exprimer son agressivité en tuant (Huxley, 1936 :7). Il affirmait que l'ordre social ne repose pas nécessairement sur la force et qu'il existe des alternatives à la guerre.

Ce nouveau sentiment anti-guerre reprenait de nombreux souhaits qui avaient été exprimés par les sociétés pacifistes créées au début des années 1800. Des penseurs tels que Bertrand Russell renouvelèrent la prise de conscience internationale exprimée par la Cour internationale qui avait été mise sur pied à la Haye, aux Pays-Bas, en 1899. Allant plus loin, Russell a élaboré sur les pensées et les actions réalisées avant la guerre et a proposé la création d'un État mondial qui pourrait agir en tant qu'autorité internationale (Russell, 1961 :72).

Ce nouveau courant de pensée a été repris au Canada par certaines Églises et certains partis politiques. Durant la guerre les Quakers et les Mennonites avaient mené des actions pacifistes, telle l'organisation par les Quakers d'un service de secours et d'ambulances. De l'argent, des vivres et de la main-d'oeuvre furent envoyés pour assurer les services non combattants durant les deux guerres (Moffat, 1982 :10). L'Association des amis de Toronto fut l'une des premières sociétés pacifistes organisées et l'une parmi plusieurs autres à influencer l'Association des manufacturiers canadiens à prendre position en faveur de la paix et de la négociation, quelque temps avant que la Première Guerre mon-

diale soit déclarée (*Ibid.*).

Les Mennonites créèrent également une organisation ayant pour but d'amasser des fonds devant être utilisés par le gouvernement canadien pour des services civils. Leur organisation non résistante de secours amassa des fonds qui furent utilisés pour faire fonctionner des agences telles que la Commission d'aide aux soldats et la Ligue de la Marine, et créèrent également des fonds de secours pour divers pays à la fin de la guerre.

Les Quakers et les Mennonites exprimèrent leur opposition à la guerre en refusant d'y prendre part et en organisant des moyens alternatifs d'utiliser leurs ressources. D'autres religions canadiennes prirent des positions antiguerre similaires. En 1911, l'Église presbytérienne du Canada proclama :

Nous croyons que la guerre est contraire à la morale chrétienne et que les conflits internationaux devraient être réglés par la conciliation et la négociation.

(*Ibid.* :8)

De même en 1936, l'Église unie du Canada et, en 1939, les anglicans et les baptistes rejetèrent la guerre comme contraire aux croyances chrétiennes. Toutefois, aucune organisation ne fut mise sur pied à ce moment-là.

Un autre groupe a exprimé des sentiments antiguerre avant la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit d'un parti, la Fédération coopérative du Commonwealth (FCC), qui avait été créé par les fermiers des Prairies, en 1930, et qui devint, en 1958, le Nouveau parti démocratique, alors que fut prise la décision de travailler avec le Congrès du travail du Canada (*Ibid.* :7). Certains membres du FCC, telle Agnes Mac Phail, suggérèrent des négociations collectives pour supprimer les causes de la guerre (*Ibid.* :5). Tommy Douglas, leader parlementaire pour le parti, proposa à la Chambre des communes, en 1936, que le Canada agisse en tant qu'arbitre neutre :

Je postule que nous sommes en position privilégiée pour mettre sur pied un mécanisme qui donnerait une obligation morale aux nations du monde d'instaurer un parlement et une fédération mondiale où pourraient siéger les hommes de toutes races, couleurs et expressions.

(*Ibid.*)

Le Parti communiste du Canada fut le deuxième parti à s'opposer à la guerre. En 1935, il organisa la Ligue contre la guerre et le fascisme qui devint, un an plus tard, la Ligue pour la paix et la démocratie. Ces Canadiens voulaient alerter leurs concitoyens du besoin d'une sécurité collective. Ils travaillèrent également avec d'autres groupes pour envoyer de l'assistance à l'Espagne et à la Chine. En 1938, en collaboration avec le parti FCC et le Congrès du commerce et du travail du Canada, ils organisèrent à Toronto une marche de 22 000 personnes qui aboutit à Queen's Park (siège du parlement provincial de l'Ontario).

À la fin des années 30, avec l'imminence de la Deuxième Guerre mondiale, la Loi des mesures de guerre mit fin aux activités des opposants à la guerre. Ceux qui avaient parlé publiquement contre la guerre furent condamnés à des peines de prison, certains même aux travaux forcés (*Ibid.* :17). La Deuxième Guerre mondiale était présentée comme devant mettre fin à toute guerre. Des groupes auparavant opposés à la guerre la voyait comme « moins diabolique que Hitler » ! Dans une interview, Anatol Rapoport exprima la pensée de cette époque :

Mon peuple refusait la guerre. Mais lorsque Hitler et Mussolini arrivèrent, nous pensions que nous n'avions aucun choix. Nous devions nous battre pour les arrêter.

(le 23 mai 1984)

La Loi des mesures de guerre et la crainte du fascisme eurent aussi pour effet d'étouffer les groupes actifs dans le mouvement pour la paix.

46

L'après-Deuxième Guerre mondiale

La Deuxième Guerre mondiale sortit l'humanité de la crise des années 30. Hitler était exactement le type de personne nécessaire pour consolider le soutien du Canada à l'effort de guerre britannique. Bien que de nombreux Canadiens donnèrent leur vie, le fait de croire que cette guerre serait la dernière rendait ce sacrifice acceptable. Il serait intéressant d'étudier le rôle qu'y jouèrent les médias. La propagande faite par la radio, les films et les journaux joue une grande part dans le soutien moral. Cependant, en 1945 quand la guerre fut terminée, vint un temps de réflexion.

La course à l'armement atomique et le bombardement du Japon firent réaliser à l'humanité la dimension nouvelle et bien plus destructive qu'avait pris le jeu de la guerre. Bien que les gens semblent avoir mis quelques années pour réaliser ce qui c'était passé, un nouveau niveau d'activité vit le jour à l'intérieur du mouvement pour la paix. Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki non seulement libérèrent la plus grande force destructive jamais vue mais marqua également la naissance du plus grand mouvement social de l'histoire mondiale.

Les scientifiques nucléaires exprimèrent un conflit de conscience et engagèrent des discussions publiques au sujet de leurs

craintes des suites d'une guerre nucléaire (Bennett, 1962 :7). Ils commencèrent ainsi à faire face aux conséquences morales de leur implication. D'autres savants proposèrent des méthodes scientifiques pour résoudre les grands problèmes du monde. Linus Pauling, un chimiste américain, fut l'un des premiers scientifiques à mettre par écrit des suggestions de recherche pour la paix. Il disait :

La recherche consiste à essayer, par tous les moyens possibles, de découvrir des faits, d'apprendre de plus en plus de choses sur la nature du monde et d'utiliser toutes les informations qui peuvent être réunies dans un effort pour trouver une solution aux problèmes difficiles.

(Pauling, 1958 :195)

La recherche devait augmenter la compréhension des choses afin de rendre la guerre superflue.

D'autres penseurs, tel Bertrand Russell, commencèrent à réfléchir en termes d'alternatives sociales et politiques qui pourraient modifier l'atmosphère des débats entre l'Est et l'Ouest. « La vaine horreur de la guerre » devait motiver les États à négocier des ententes futures (Russell, 1961 :89).

Après la Deuxième Guerre mondiale, de nombreuses activités s'exprimant contre le nucléaire se sont multipliées en Europe. Le 15 mars 1950, les Partisans mondiaux de la paix à Stockholm rédigèrent l'appel de Stockholm. Cet appel demandait le rejet de la bombe, l'établissement d'un contrôle international strict pour surveiller l'application de ce rejet, et que tout pays utilisant la bombe soit traité comme criminel de guerre (Dubois, 1976 :37). Cet appel ne fut pas bien reçu par les États-Unis et les officiels des gouvernements décidèrent de réprimer ceux qui avaient signé ce document.

La répression du militantisme pacifiste fut importée au Canada des États-Unis. Moffat décrit cette répression au Canada ainsi :

Épouser la cause pacifiste signifiait inévitablement d'être étiqueté de communiste avec, comme conséquence, la perte probable de son emploi. À Ottawa, par exemple, un pasteur anglican qui avait aidé à organiser des réunions publiques avec Johnson et Endicott (du Congrès canadien de la paix) fut transféré dans une paroisse éloignée, et un ministre baptiste qui avait également été impliqué à cause des critiques de sa congrégation, dut quitter Ottawa. Il devint pratiquement impossible aux pacifistes de louer un local.

(1982 :25)

La répression était nullement le seul facteur qui ralentissait la croissance du mouvement pacifiste à cette époque. James Endicott, un des fondateurs du Congrès canadien de la paix, a expliqué comment le mouvement pacifiste jugeait que ses objectifs avaient été atteints :

Partout, des hommes de l'État avaient commencé à utiliser ses slogans (les slogans du mouvement de la paix) et l'image d'une paix durable à travers les négociations des conflits semblait être contenue dans la rhétorique politicienne de l'époque.

(1982 :62)

Peggy Duff a décrit comment il n'y eut aucune campagne d'envergure contre l'armement nucléaire en Grande-Bretagne jusqu'en 1957. Depuis que ces armes avaient été utilisées, en 1945, les Britanniques n'y étaient plus sensibles. Ce ne fut qu'après les essais de la bombe H à l'île Christmas et l'échec du Parti travailliste à faire passer une résolution en faveur du désarmement unilatéral, que la campagne antinucléaire britannique devint active (Duff, 1971 :118).

En dépit de la répression et du faible sentiment d'urgence, les Canadiens organisaient des groupes pacifistes. Dès 1947, les Fédéralistes mondiaux du Canada formèrent une branche à Toronto. Ce groupe faisait partie d'un mouvement international qui se dédiait à la paix en tentant d'établir un ordre mondial, et ceci en fait un des plus anciens groupes pacifistes actifs au Canada. Les Fédéralistes mondiaux cherchaient à favoriser un éveil au besoin d'une législation internatio-

nale pour promouvoir l'idéal d'un monde uni et pour influencer les gouvernements.

En 1948, en tant que membre du Parti travailliste progressiste (nom pris par le Parti communiste), James Endicott et de nombreux ministres et professeurs d'université créèrent le Conseil canadien de la paix. Celui-ci conseillait que soit abandonné le rêve d'éliminer le socialisme. Ce rêve était considéré impossible sans l'utilisation d'armes nucléaires. Endicott devint très actif à l'intérieur du Conseil de la paix mettant en place des conseils à travers tout le Canada. La citation suivante du Conseil de la paix de Winnipeg exprime leurs idéaux :

[...] négociation de la paix par les Nations Unies, neutralité du Canada face aux superpuissances, réduction de l'armement, utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques uniquement, support des colonies dans leur recherche de liberté, opposition à l'entrée des pays fascistes, tels que l'Espagne, aux Nations Unies et appui à l'établissement d'États juif et arabe en Palestine. (Moffat, 1982 :18)

À la suite de la mise en place des conseils, Endicott amena le Congrès canadien de la paix à faire circuler une pétition pour l'abolition des armes nucléaires. C'était le premier groupe pacifiste dans le monde à prendre l'initiative d'une telle campagne.

En 1957, à Pugwash en Nouvelle-Écosse, s'est tenu une réunion de physiciens concernés par le développement de l'énergie nucléaire. Ce groupe fut connu par la suite sous le nom de mouvement Pugwash et avait été créé à l'instigation de Bertrand Russell et d'Albert Einstein, et sur l'invitation de Cyrus Eaton. Le mouvement Pugwash fournit un des nombreux exemples de groupes internationaux auxquels participent les Canadiens. Des liens internationaux similaires peuvent aussi être tracés pour plusieurs autres groupes du mouvement canadien pour la paix (Polanyi, 1979 :322).

Le Comité canadien pour le contrôle des radiations (CCCR) est un autre groupe qui apparaît à la fin des années 50 (Moffat, 1982 :26). Prenant modèle sur la Campagne pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne, le CCCR exprimait les objectifs antinucléaires suivants : l'arrêt immédiat, contrôlé par les Nations Unies, des essais nucléaires dans tous les pays ; la recherche et la réglementation des risques de radiations ; et la restriction de l'utilisation à des fins scientifiques et médicales de la technologie nucléaire (*Ibid.* :26). En 1962, ce groupe changeait son nom en Campagne canadienne pour le désarmement nucléaire et son bureau national fut établi à Ottawa et appelé le Bureau d'information sur la paix. Celui-ci avait pour tâche l'éducation des membres du parlement.

Les membres du mouvement pacifiste ont continué à soutenir le Nouveau parti démocratique (NPD) pendant toute la fin des années 50 et les politiques du parti reflète cet appui. En 1962, le NPD demandait que le Canada sorte de NORAD. Il voulait également le retrait du Canada de l'OTAN au cas où les forces armées canadiennes devaient un jour être amenées à utiliser des armes nucléaires.

Au début des années 60, après que fut construit le réseau nordique de radars d'alerte et après qu'il fut jugé insuffisant, les États-Unis souhaitaient installer leurs missiles ballistiques intercontinentaux (les missiles *Bomarc*) sur le sol canadien pour protéger l'Amérique du Nord d'une attaque soviétique. Les nouveaux développements dans les stratégies de défense ont insufflé un sens de l'urgence chez les Canadiens, et la création de plusieurs nouveaux groupes anti-nucléaires reflète cet état d'esprit.

En 1959, des étudiants canadiens organisèrent une campagne interuniversitaire contre les armes nucléaires. En 1960, des femmes

torontoises créèrent la Voix des femmes. Et en 1961, Norman Alcock mit sur pied l'Institut canadien de recherche sur la paix. Chacun de ces groupes connus, lors de son organisation, une intense activité, commençant à rencontrer d'autres Canadiens de même tendance, participant à des conférences et manifestations, et cherchant à informer les hommes politiques de leur intérêt à conserver le Canada libre de tout armement atomique.



47

Après 1963

En 1963, le Canada reçut des armes nucléaires. La même année fut signé le Traité d'interdiction d'essais atmosphériques interdisant les essais atomiques en atmosphère ; désormais, seuls les essais souterrains seraient permis (Roussopoulos, 1983 :537). Ces deux faits provoquèrent un déclin dans l'activité des groupes pacifistes. Cependant, à cette même époque, le « Club nucléaire » s'élargissait. La France avait testé sa première bombe nucléaire en 1960, et, en 1964, la Chine provoqua sa première explosion nucléaire. La prolifération nucléaire continuait de bon train. La guerre du Viêt-nam fut un autre événement majeur qui attira l'attention des opposants à la guerre. L'engagement militaire des États-Unis dans cette guerre « donna au mouvement pacifiste un objectif central pour remplacer la controverse de l'armement nucléaire au Canada » (Moffat, 1982 :32). Des conférences furent tenues à Montréal, Ottawa et Toronto durant toute

la guerre. Les 500 millions de dollars donnés par le Canada à l'OTAN, le soutien des dictatures par les États-Unis, les relations États-Unis-Chine étaient parmi les sujets discutés dans ces conférences et reflétaient les sujets d'intérêts des participants (*Ibid.* :32). En 1966, la colline parlementaire fut le site de la plus grande manifestation pacifiste de l'histoire du Canada (*Ibid.* :33). Des groupes anti-guerre qui avaient commencé leurs activités avant les deux guerres, ainsi que les groupes de formation plus récente, travaillèrent ensemble à cette manifestation avec une énergie renouvelée.

L'approche que privilégiait les Quakers dans la lutte contre la guerre était l'éducation. En 1962, ils avaient mis sur pied le Programme d'éducation sur la paix du Comité des amis. Leur moyen d'entraînement et de développement impliquait à la fois l'étude et l'action. Les Quakers avaient un Centre de la paix à Grindstone Island en Ontario. Ils y tenaient des sessions pour jeunes et adultes et des spécialistes de la recherche sur la paix y animaient des séminaires. Des jeux de simulations, tels qu'un semblant d'invasion de l'île, étaient couramment utilisés pour réussir à faire comprendre leurs objectifs.

Également intéressés par l'éducation, les Mennonites s'étaient affiliés avec l'université de Waterloo. Ils y créèrent le collège Conrad Gre-

bel destiné à l'enseignement et la recherche antiguerre.

Le Projet Ploughshare, une association de groupes religieux, mit aussi sur pied un centre de recherche au collège Conrad Grebel au milieu des années 70. Le groupe Ploughshare cherchait à établir des zones libres d'armes nucléaires. Ils étudiaient aussi

l'impact des contrats de fourniture d'armes aux Américains, de l'exportation, de la vente et de la production d'armes canadiennes sur l'utilisation des ressources et sur l'industrialisation du Canada.

(Directory, 1983 :100)

De plus, ils cherchaient à exercer une influence sur le monde politique par l'échange d'information et l'éducation du public.

Les Fédéralistes mondiaux continuèrent leurs activités durant toute la guerre du Viêt-nam. En 1965, ils se donnèrent une charte et s'affilièrent à l'Association mondiale des fédéralistes mondiaux d'Amsterdam. L'établissement d'un gouvernement mondial et d'une législation internationale pour la prévention et l'abolition de la guerre était considéré comme une alternative vitale à l'activité militaire au Viêt-nam.

Les docteurs Allan et Hanna Newcombes étaient avec les Fédéralistes mondiaux dès leurs débuts. Ils commencèrent à travailler avec Norman Alcock de l'Institut canadien de recherche sur la paix en 1962 et 1963. L'ICRP se chargea de publier le *Peace Research Abstracts Journal* et le *Peace Research Reviews*. On considérait que le meilleur moyen pour soutenir le mouvement pacifiste et promouvoir la recherche sur la paix était de rassembler toutes les informations possibles sur les recherches portant sur la paix et le règlement des conflits.

Les attitudes et le comportement des gens étaient un second sujet d'intérêt pour les membres de l'ICRP. De 1967 à 1969, le Dr Wil-

liam Eckhardt fit pour l'ICRP une étude sur ce sujet. Cette étude démontra que l'intérêt des Canadiens pour l'économie de la course aux armements était limité, que leurs attitudes vis-à-vis des questions de guerre et de paix « n'étaient pas influencées par l'âge, le sexe, les revenus, la classe sociale, l'expérience militaire » et d'autres critères de même ordre et, qu'également, « le militarisme est en grande partie fonction d'une éducation répressive et hypocrite durant l'enfance » (*Ibid.* :61).

Non seulement les groupes bien établis continuèrent leurs activités dans le mouvement pour la paix, mais de nouveaux groupes se formèrent également. Plusieurs de ces derniers se spécialisaient ou représentaient des groupes d'intérêts particuliers. Par exemple, en 1973, à Toronto, fut créée l'Association des professeurs canadiens pour la paix au Moyen-Orient. Par le biais de conférences annuelles, de réunions, de discussions mensuelles et la distribution de littérature, ce groupe étudie et diffuse de l'information sur le Moyen-Orient (Directory :151).

En plus de cette tendance à la spécialisation, existait aussi une tendance grandissante à la généralisation. Les Canadiens commençaient à percevoir les conflits internationaux à l'intérieur du contexte plus large du développement. La Fédération des fermiers chrétiens de l'Ouest canadien fut créée, en 1973, en Alberta. Ses programmes se concentraient sur les thèmes de l'alimentation et du développement international. Leurs projets d'éducation visaient à « faire prendre conscience de l'existence et des causes de la pauvreté et de la faim dans le monde » (*Ibid.* :28). Un an plus tard, et de manière analogue, Carrefour international de Montréal décida de distribuer de l'information sur les réalités sociales, politiques et économiques des pays du Tiers-Monde et des sociétés capi-

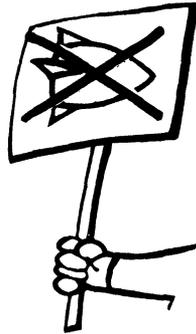
talistes avancées (*Ibid.* :156).

L'internationalisation du mouvement pour la paix s'est poursuivie durant toute cette période. Le mouvement chrétien pour la paix (MCP) fut créé au Canada en 1968. Il était issu d'une organisation française datant de 1924 (*Ibid.* :156). Moffat explique que le MCP vit le jour en France et en Allemagne après la Première Guerre mondiale (1982 :15). Dans chaque pays, les ramifications du MCP ont leurs propres objectifs ; au Canada, le MCP se donne pour but d'éduquer les jeunes aux problèmes internationaux et de justice sociale (Directory, 1983 :29).

La spécialisation, la généralisation et la diversification du mouvement pour la paix sont des phénomènes des années 60. Un exemple de diversification est le rapprochement avec le mouvement syndical. Les organisateurs de conférences et de manifestations sollicitaient le soutien des syndicats (Moffat, 1982 :33). Certains syndicats locaux appuyèrent les marches et envoyèrent des fonds pour couvrir les frais d'organisation. Pour leur part, les syndicats internationaux étaient pressés par leurs collègues américains de ne pas soutenir le mouvement pacifiste. Malgré cela, le Conseil du travail du Canada réclama la cessation de la guerre du Viêt-nam.

La guerre du Viêt-nam procura donc un sujet de rassemblement pour le mouvement pacifiste. Néanmoins, « il ne provoqua pas la croissance d'un mouvement à but unique », comme l'affirme Moffat. Au contraire, durant ce temps, le nombre de groupes proches des Églises et de groupes de citoyens concernés par la paix ne fit que s'accroître. Ils protestaient contre la guerre du Viêt-nam, mais, dans un même temps, élargirent ce thème pour y inclure d'autres sujets d'intérêt social, politique et économique. Le mouvement canadien pour la paix devint progressivement plus

global et plus diversifié. À la fin de la guerre du Viêt-nam, la poursuite des activités du mouvement pacifiste fut stimulée par l'économie de guerre et les politiques de développement, par l'intérêt qu'y portaient les syndicats et les professionnels et par la prolifération incessante de la technologie nucléaire militaire.



Depuis le milieu des années 70

Elisabeth Hollins, dans *Peace is Possible*, énumère les problèmes les plus cruciaux auxquels doit faire face l'homme moderne. Elle cite le danger de guerre nucléaire comme étant le « nouveau fait » et le principal problème auquel l'homme doit faire face. Elle fait suivre ce danger par ceux de la faim, du contrôle des populations, de la sécurité nationale, de la pauvreté, de l'analphabétisme, des droits de la personne, des droits civils et des problèmes sociaux. Elle s'inquiète également de l'absence de perception qu'a l'humanité d'elle-même « en tant qu'unité et communauté » (1966 :5).

La guerre nucléaire est certainement le premier sujet de préoccupation des pacifistes. Moffat écrit : « en 1982, une rupture de plus en plus dangereuse dans les relations internationales ravivait l'attention » (1982 :38). Les affaires internationales étaient suffisamment inquiétantes pour rendre l'utilisation des armes nucléaires plus plausibles.

En retour, les groupes pacifistes canadiens maintinrent et accen-

tèrent leurs objectifs d'éducation du grand public, de protestation et de recherche. Ils se donnèrent comme tâche de démolir certains des mythes entourant la guerre nucléaire. Ils voulaient que le Canada s'implique dans le débat sur le contrôle des armes stratégiques. Ils essayèrent d'informer les politiciens et le public du fait qu'il n'existe aucune défense contre une attaque nucléaire. Ils remirent en question le mythe voulant que l'Ouest ne peut être en sécurité que s'il est plus fort que l'Est. Ils démentirent les images selon lesquelles les communistes constituent une menace monolithique et que les pays pauvres « adhèrent automatiquement au communisme » (Polanyi, 1979: 32). Et, par dessus tout, ils démolirent le mythe prétendant que seuls les États-Unis et l'URSS peuvent décider de l'avenir du monde.

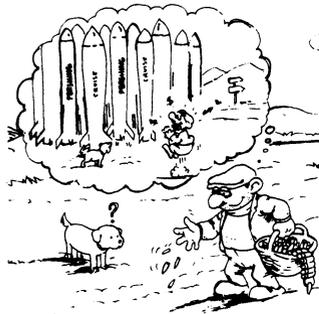
À la fin des années 70 et au début des années 80, le problème de la survie de l'humanité était un sujet de préoccupation commun à toutes les nations. En 1982, 40 livres furent écrits sur des sujets liés directement ou indirectement au mouvement pacifiste. Cette inquiétude devant la menace d'une guerre nucléaire se reflète dans le nombre de nouvelles organisations pacifistes créées au Canada.

Plusieurs Églises se sont réunies, en 1976, pour fonder l'Association de mobilisation pour la survie. Le Centre mondial Camrose Un fut créé en Alberta, en 1977. En 1979, le Groupe de travail Canada-Asie fut formé. Le Centre pour une paix mondiale affilié au Club de jeunesse (*Youth Corps*) vit le jour en 1979. En 1980, le Projet de reconversion du missile de croisière et le Comité syndical pour la paix, commencèrent leurs activités. Ces exemples ne sont qu'un petit échantillonnage des différents groupes qui se formèrent durant cette période.

Le processus d'organisation de

50

groupes très diversifiés se poursuit partout au Canada. Leurs politiques, buts et intentions peuvent varier, mais ils ont tous un intérêt en commun : ils agissent tous avec l'espoir que la Troisième Guerre mondiale sera évitée. La menace nucléaire, le désarmement nucléaire, les dépenses militaires et les moyens alternatifs pour régler les conflits internationaux sont l'essentiel des préoccupations de tous ces groupes.



Conclusion

Cette étude présente un aperçu du mouvement canadien pour la paix. Le contexte social des événements internationaux a été mis en parallèle avec la croissance et le développement du mouvement pacifiste. Avec une telle approche, on perd de vue les actions individuelles des Endicott, Alcock, Newcombe, Tucker et Rapoport, au profit des organisations. Ceci permet

de voir les choses avec un certain recul et de dire : « Que se passe-t-il de manière plus générale ? »

Le mouvement pour la paix participe à un phénomène international : nombre de ses groupes ont des liens internationaux avec d'autres associations. Il prend racine dans la religion et la politique mais, depuis la dernière décennie, il s'est élargi pour inclure une grande variété de groupes dont les intérêts et les préoccupations sont plus spécifiques.

Le mouvement pour la paix est un mouvement social. On peut approfondir cette conceptualisation et se demander : « De quelle sorte de mouvement social s'agit-il ? » Très brièvement, examinons trois réponses possibles : le mouvement pacifiste en tant que développement d'une conscience collective, le mouvement pacifiste en tant que crise de légitimité ou le mouvement pacifiste en tant que processus de politisation.

Une conscience collective est un patrimoine de modèles, de symboles, de valeurs et d'idéaux culturels communs (Fairchild, 1970 :61). Quand Stafford explore la conscience, il prétend que les structures de la conscience émergent soit de la nature du fonctionnement de l'organisme humain ou de la nature du fonctionnement de l'histoire et de la société, soit de l'interaction de ces deux facteurs (1981 :3). Quand Kenneth Bouldings dit de la race humaine qu'elle doit « changer sa manière de penser », il parle d'un changement de conscience (Hollins, 1966 :3). Leonard l'appelle « la transformation » et dit qu'elle est « le plus profond changement dans la qualité de l'existence humaine » (1972 :2). Une nouvelle conscience se développe à l'intérieur, et par l'intermédiaire du mouvement canadien pour la paix. La guerre et les impératifs nationaux sont remplacés par l'arbitrage, la négociation et les intérêts internationaux.

Le mouvement pacifiste prend part également à une crise de légitimité. La planification gouvernementale est mise en cause par l'opinion publique, jusqu'alors dépolitisée (Habermas, 1975 :46). Cependant, on ne fait pas que critiquer la planification gouvernementale, on l'influence et on la conseille également. Whitney, en concluant son étude sur la Société américaine pour la paix, dit « [...] bien que les guerres puissent se poursuivre, le travail de telles organisations reste important » (1928 :234). Cette importance peut résider simplement dans l'implication du public dans les affaires politiques.

Le mouvement canadien pour la paix peut être conceptualisé comme un processus politique, processus à l'intérieur duquel le public est amené à interagir avec les politiciens. Moffat écrit que quand « les libéraux de Trudeau réexaminèrent l'implication du Canada dans l'OTAN », ils auraient pu l'abandonner si « une large part de l'opinion publique » s'était manifestée (1982 :7). Si on regarde le mouvement pacifiste en tant que processus de politisation, cela signifie que le mouvement poursuivra son activité après la réalisation d'un de ses objectifs, quand le désarmement nucléaire commencera. Il persistera jusqu'à ce que les mondes politiques et publics se fusionnent.

Rose Csicsai

Traduit de l'anglais par Chantal Abord-Hugon

Rose Csicsai est candidate au doctorat en sociologie à l'université de Toronto où elle prépare actuellement une thèse sur l'histoire socio-politique du mouvement canadien pour la paix.

Consumer Culture, U.S.A., McGraw-Hill Books Co., 1976.

Fairchild, Henry Pratt and 100 Authorities, *Dictionary of Sociology and Related Sciences*, New Jersey, Littlefield, Adams & Co., 1970.

Habermas, Jurgen, *Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press, 1975 (Traduit de l'allemand par Thomas McCarthy).

Hollins, Elizabeth Jay, « Introduction », *Peace is Possible*, édité par Elizabeth Jay Hollins, New York, Grossman Publishers, 1966.

Huxley, Aldous, *What Are You Going to Do About it? The Case for Constructive Peace*, Londres, Chatto & Windus, 1936.

Leonard, George B., *The Transformation: A Guide to the Inevitable Changes in Humankind*, New York, Delacorte Press, 1972.

Libby, Frederick J., *To End War: The Story of the National Council for the Prevention of War*, New York, Fellowship Publications, 1969.

Nuclear Weapons and the Conflict of Conscience, édité par John C. Bennett, New York, Charles Scribners' Sons, 1962.

Our Generation Against Nuclear War, édité par Dimitrios Roussopoulos, Montréal, Black Rose Books, 1983.

Parkin, Frank, *Middle Class Radicalism: The Social Bases of the British Campaign for Nuclear Disarmament*, New York, Frederick A. Praeger Publishers, 1968.

Pauling, Linus, *No More War! (avec des illustrations de Roger Hayward)*, New York, Dodd, Mead & Company, 1958.

Rapoport, Anatol, « Various Conceptions of Peace Research », *Peace Research Society (International) Papers*, vol. 19, 1972, p. 91-106.

Russell, Bertrand, *Has Man a Future?*, Middlesex, England, Penguin Books, 1961.

Sandford, John, *The Sword and the Ploughshare: Autonomous Peace Initiatives in East Germany*, Londres, Merlin Press/European Nuclear Disarmament, 1983.

Shmyganovsky, V., *Benefactors of Peace, Moscou, Progress Publishers, 1979.*

Stafford, Harry Coffin, *Culture and Cosmology: Essays on the Birth of World View*, Washington, D.C., University Press of America, 1981.

Vandenbosh, Amry et Willard N. Hogan, *Toward World Order*, New York, McGraw-Hill, 1963.

Whitney, Edson L., *The American Society: A Centennial History*, préface de Theodore E. Burton, Washington, D.C., The American Peace Society, 1928.

Bibliographie

Sources principales

A Directory of Canadian Peace Organizations with International Concerns, Canada, Peace UnEarth, 1983.

Moffat, Gary, *A History of the Peace Movement in Canada*, Document non publié, 1982.

Polanyi, John C., *The Pugwash Movement — Past and Present*, Canadian Pugwash Conference, University of Saskatchewan, Saskatoon, 26 mai 1979.

Entrevue avec Anatol Rapoport, le 23 mai 1984.

Sources secondaires

Cantril, Hadley, *The Psychology of Social Movements*, Huntington, New York, Robert E. Krieger Publishing Company, 1941.

Davis, Calvin De Armond, *The United States and the Second Hague Peace Conference. American Diplomacy and International Organization, 1899-1914*, Durham, North Carolina, Duke University Press, 1975.

DuBois, W.E.B., *In Battle for Peace*, Nouvelle introduction par Herbert Aptheker, Millwood, N.Y., Kraus-Thomson Organization Ltd., 1976.

Duff, Peggy, *Left, Left Left : A Personal Account of Six Protest Campaigns*, London, Allison & Busby, 1971.

Eckhardt, William, « Pioneers of Peace Research V. Anatol Rapoport : Apostle of Collective Rationality », *International Interactions*, vol. 10, n° 2, 1983.

Endicott, Dr. James G., *The Best of Jim Endicott*, Toronto, Left Headers Club, 1982.

Ewen, Stuart, *Captains of Consciousness Advertising and the Social Roots of the*